

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 21/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

COGESTAR 2 (DALKIA)

34 avenue du Marechal de Tassigny
59350 Saint-André-lez-Lille

Références : 2023-0173
Code AIOT : 0006804213

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2023 dans l'établissement COGESTAR 2 (DALKIA) implanté 998 Route des Usines 65300 Lannemezan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COGESTAR 2 (DALKIA)
- 998 Route des Usines 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0006804213
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

DALKIA exploite une unité de cogénération au sein d'un site Seveso Seuil Haut ARKEMA, constituée d'une turbine à gaz naturel couplée à une chaudière au gaz naturel. La puissance de cette installation de combustion rend applicable l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de combustion relevant du régime de l'enregistrement.

L'unité de cogénération a un fonctionnement saisonnier, généralement du 31 octobre au 1er avril : elle produit de la vapeur de 21 t à 30 t, consommée par ARKEMA et de l'électricité, rachetée par EDF.

De par sa conception, 3 modes de fonctionnement sont possibles : turbine seule (besoin de 21 t), turbine en post-combustion (besoin de 30 t), chaudière seule (lorsque la turbine est en panne).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale AIR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point de rejet à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 52	/	Sans objet
2	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58	/	Sans objet
3	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59	/	Sans objet
4	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57	/	Sans objet
5	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76	/	Sans objet
6	Mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78	/	Sans objet
8	Registre MCP	Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 20 février, l'inspection des installations classées a pu constater :
6 faits conformes en lien avec l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de combustion relevant du régime de l'enregistrement, et en lien avec le code de l'environnement (registre MCP)

1 fait non conforme en lien avec l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de combustion relevant du régime de l'enregistrement, concernant l'examen de l'efficacité énergétique de l'installation (il manque le positionnement de l'exploitant sur les suites à donner à cet examen).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, Forme des conduits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère [...]
Constats : Le débouché des cheminées est conforme aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission pour les chaudières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émissions [...] sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.
Constats : Pour le mode de fonctionnement : chaudière seule La consultation du dernier rapport annuel de mesure des rejets atmosphériques en mode chaudière seule montre le respect des valeurs limites d'émissions. L'organisme intervenant pour la réalisation des mesures est agréé pour le prélèvement / analyse des paramètres concernés. Le nombre et la durée des mesurages sont conformes aux exigences réglementaires. Le rapport mentionne les conditions de fonctionnement au moment de la mesure. Les valeurs limite d'émission sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission pour les turbines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émissions [...] sont applicables aux turbines.
Constats : Pour le mode de fonctionnement avec turbine. La consultation des deux derniers rapports annuels de mesure des rejets atmosphériques en mode turbine (seule ou avec la chaudière en mode récupération) montre le respect des valeurs limites d'émissions. L'organisme intervenant pour la réalisation des mesures est agréé pour le prélèvement / analyse des paramètres concernés. Le nombre et la durée des mesurages sont conformes aux exigences réglementaires. Le rapport mentionne les conditions de fonctionnement au moment de la mesure. Les valeurs limites d'émission sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de référence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
Constats : La consultation des 3 derniers rapports annuels de mesure des rejets atmosphériques montre le respect des conditions de référence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures par organisme agréé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation 5 août 2018 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 12 sur 73 (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A; – une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
Constats : La consultation des 3 derniers rapports annuels de mesure des rejets atmosphériques montre le respect de la fréquence annuelle de contrôle par organisme agréé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des NOx
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La mesure en continu des NOx n'est pas obligatoire dans les cas suivants : [...] pour les turbines [...] pour toute chaudière enregistrée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'enregistrement avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées [...] Dans ces cas [...] une mesure trimestrielle est effectuée
Constats : L'installation étant en fonctionnement saisonnier (généralement du 31 octobre au 1er avril), seules deux mesures sont réalisées, ce qui est cohérent. Lors de la saison 2021/2022, un seul rapport de mesure a été fourni. Toutefois, l'exploitant a justifié de la commande prévue d'un deuxième contrôle durant cette saison, contrôle qui n'a pas pu être réalisé pour motif technique (installation mise à l'arrêt plus tôt que prévu).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86
Thème(s) : Risques chroniques, Examen de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en oeuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.
Constats : A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a fourni le jour de l'inspection un récolement aux MTD du document de référence sur les meilleures techniques disponibles sur l'efficacité énergétique (BREF ENE). Le document précise que le récolement a été réalisé au premier janvier 2023. Il n'est pas accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration au registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La prescription impose la communication d'informations précises au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5MW mises en service avant le 20 décembre 2018
Constats : Un justificatif de déclaration au registre a été demandé. L'exploitant a précisé qu'il effectuerait sa déclaration dans l'été de cette année. Il sera ainsi conforme à l'échéance de fin d'année. Le point de contrôle sert ici de rappel de l'échéance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet